

**Arrêté N°R03-2020-07-28-004**

portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'ARM (Autorisation de recherche minière) « Bois Bandé » secteur Bélizon à Roura, transmis par la société J.E. Minération Guyane représentée par Madame Francine LOPES DA SILVA, en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

**Le préfet de la région Guyane  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

**VU** la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 tendant au classement comme en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, sous-préfet hors classe, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

**VU** le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

**VU** le décret du 1er janvier 2020 relatif à la nomination de M. Paul-Marie CLAUDON, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté n° R03-2019-12-31-001 du 31 décembre 2019 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

**VU** l'arrêté n° R03-2020-01-04-002 du 4 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Paul-Marie CLAUDON, secrétaire général des services de l'État ;

**VU** l'arrêté du 30 janvier 2020 nommant M. Raynald VALLEE, administrateur en chef de première classe des affaires maritimes, directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

**VU** l'arrêté n°R03-2020-02-17-005 du 17 février 2020 portant délégation de signature à M. Raynald VALLEE, directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas, déclarée complète le 22 juin 2020, transmise par la société J.E. Minération Guyane représentée par Madame Francine LOPES DA SILVA, et relative au projet d'ARM (Autorisation de recherche minière) « Bois Bandé » secteur Bélizon à Roura ;

**Considérant** que le projet a pour objectif la prospection mécanisée d'un placer potentiel afin de définir si un potentiel économique existe en vue d'une exploitation future ;

**Considérant** que l'accès au projet s'effectuera en utilisant les pistes existantes de l'ONF (Office nationale des forêts) et un layonnage sur 40m sera réalisé à la pelle mécanique, sans travaux de stabilisation ;

**Considérant** que la déforestation sera sommaire (limitée à l'écrasement de petits arbres par la pelle mécanique en passant de sondage en sondage) ;

**Considérant** que sera utilisé un camp volant ;

**Considérant** que seront ouverts et sondés 20 puits ;

**Considérant** que le projet est identifié dans le DFP (Domaine forestier permanent) en série de production ;

**Considérant** que le pétitionnaire s'engage à replacer dans les puits la terre mobilisée dans les sondages achevés, à retirer les troncs utilisés pour le franchissement des cours d'eau, à stocker les hydrocarbures selon les normes en vigueur, à ne pas chasser et à évacuer les différents déchets vers les organismes habilités ;

**Considérant** que ce projet, d'après les éléments du dossier, ne fait pas apparaître d'impacts environnementaux majeurs compte tenu de la durée des travaux et des mesures de réduction annoncées ;

Sur proposition du directeur général des territoires et de la mer ;

## ARRÊTE

**Article 1er** - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, la société J.E. Minération Guyane représentée par Madame Francine LOPES DA SILVA, est exemptée de la réalisation d'une étude d'impact pour le projet d'ARM (Autorisation de recherche minière) « Bois Bandé » secteur Bélizon à Roura.

**Article 2** - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

**Article 3** - Le secrétaire général des services de l'État et le directeur général des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le

Le Préfet,

*Signé*

Marc DEL GRANDE

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.
- La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux : d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex). Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux